

L'insularité partagée

Hélène Chevrier

Number 85, Summer 2000

Les îles du Saint-Laurent : le pays intérieur

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/16854ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chevrier, H. (2000). L'insularité partagée. *Continuité*, (85), 43–44.

L'insularité partagée

C'est à l'île aux Coudres, en 1998, que les insulaires se sont rencontrés pour discuter des enjeux du développement durable de leurs îles.

Photo : Yves Tessier

Que l'on soit des îles de la Madeleine ou de l'île aux Coudres, de l'île Verte ou de l'île d'Orléans, les mêmes questions hantent les esprits : comment accueillir les touristes sans perdre son âme ? Comment vivre les pieds dans une eau que la pollution menace ? Doit-on craindre la privatisation des infrastructures de transport ? Pour apporter des éléments de réponse, des insulaires se sont réunis.

Les 12 et 13 septembre 1998, plus de 50 insulaires ou personnes concernées par le développement du milieu insulaire se rencontraient à l'île aux Coudres. L'événement, une première, était organisé par la Société des entreprises touristiques de l'Île-aux-Coudres (SÉTIAC), avec la collaboration du Centre local de développement de la MRC de Charlevoix. Ces deux journées d'ateliers sur le développement des îles du Saint-Laurent ont permis de mettre en lumière les points communs, les richesses et les responsabilités que partagent les insulaires québécois. Le transport, le tourisme, les richesses naturelles et l'aménagement du territoire étaient au cœur de fructueux échanges. Même que le temps a manqué pour faire le tour de ces sujets à la base de notre développement.

DES PRÉOCCUPATIONS COMMUNES

D'abord, l'épineuse question des liaisons maritimes. Malgré des différences de systèmes entre les îles de la Madeleine, reliées à l'île du Prince-Édouard, et les îles du fleuve desservies en majorité par la Société des traversiers du Québec, tous les insulaires ressentent les mêmes besoins de services adaptés et efficaces, de tarifs accessibles et de gestion partagée des ports. La privatisation des infrastructures de transport inquiète les insulaires. Par ailleurs, tous conviennent que la visite d'une île commence... sur le traversier ! Deuxième sujet : le tourisme. Discuter tourisme, c'est sonder les mythes et les rêves qu'une île engendre, mais c'est aussi aborder la délicate question de la préservation de l'identité culturelle et du cadre de vie des insulaires. Le tourisme, source importante d'activités économiques, impose de faire des choix pour ne pas outrepasser les capacités d'accueil. Les discussions ont fait ressortir l'importance de planifier le développement touristique, de prévoir les impacts des décisions. Tous les responsables du développement touristique en milieu insulaire doivent se préoccuper des répercussions de cette industrie sur l'avenir des îles. Là comme ailleurs, les défis du tourisme durable retiennent l'attention (voir *Continuité, printemps 1998, numéro 76, p. 41*). La santé du Saint-Laurent préoccupe aussi grandement les insulaires. Interdictions de

pêche, de baignade, accès limités au Saint-Laurent, changements climatiques ou variations du cours du fleuve les affectent directement. À ce chapitre, les îles veulent participer pleinement aux efforts de réhabilitation du Saint-Laurent. « C'est dans ces îles [...] que s'exprime l'âme de notre fleuve », écrivait Damase Potvin dans les années 1940.

Enfin, l'exiguïté de l'espace insulaire, les limites et la fragilité des ressources d'eau potable et des autres ressources naturelles, la gestion des déchets domestiques et industriels et celle des eaux usées ont donné lieu à des discussions animées. Il s'agit là de contraintes bien réelles dans les îles. Ces problèmes, conjugués aux besoins modernes de toutes sortes, font ressortir les difficultés que vivent les îles : réglementations nationales mal ajustées au contexte insulaire, marginalisation des exigences de l'aménagement en milieu insulaire, dépenses publiques disproportionnées par rapport aux moyens des populations résidentes, etc.

UNE ASSOCIATION EN VUE...

Devant tant d'intérêts convergents et de préoccupations partagées, les participants à la rencontre de 1998 ont manifesté le désir de répéter l'expérience. Ils ont aussi demandé que leur réalité soit prise en compte dans la future politique de développement rural du Québec et ont suggéré qu'une association soit créée pour favoriser les échanges et l'entraide. Une prochaine rencontre (celle prévue en 1999 a dû être reportée) devrait justement porter en priorité sur la création d'une telle association.

Les îles sont des parcelles de la biodiversité maritime québécoise, une sorte de phare en mer. Elles sont aussi un pan de la diversité humaine, une partie significative de l'histoire du Québec. Et elles veulent inscrire leur développement, particulier et commun, en continuité avec le passé mais tourné vers demain, le développement durable.

Hélène Chevrier est ethnologue aux îles de la Madeleine.

QUELQUES RÉFÉRENCES

- UNESCO, Conférence du tourisme durable (adoption de la charte du tourisme durable à Lanzarote, Espagne, 1995)
Site Internet : www.unesco.org
- International Scientific Council for Island Development (Insula)
Site Internet : www.insula.org
- Institute of Island Studies, Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard
Site Internet : www.upci.ca/~iis/
- Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec (GRIDEQ), Université du Québec à Rimouski
Site Internet : www3.uqar.quebec.ca/grideq/
- International Small Islands Studies Association (ISISA)
Site Internet : www.islandstudies.org